

CONSEIL NATIONAL DU RND

Ouyahia égratigne Belkhadem

Le patron du RND (Rassemblement national démocratique), Ahmed Ouyahia, a réuni, pendant deux jours, jeudi et vendredi, le conseil national de son parti à l'hôtel Riadh de Sidi-Fredj à Alger. Une session outrageusement dominée par l'enjeu immédiat : les législatives du 17 mai prochain.

Kamel Amarni - Alger (Le Soir) - Tant les débats à huis clos que les tractations en coulisses n'ont quasiment pour objet que "les listes des candidatures". Et, comme en 2002, l'ex-chef du gouvernement contrôlé tout. Si liberté a été laissée aux wilayas de "proposer" des noms et des listes, tout sera tranché, en revanche, par la direction nationale, autant dire Ouyahia. Ainsi, si l'attrait d'un mandat parlementaire fait courir pratiquement tout le monde, Ouyahia ne veut prendre aucun risque s'agissant de la maîtrise d'un groupe parlementaire appelé, notamment à constituer l'un des instruments de combat lors de la prochaine élection présidentielle. Aguerri par l'expérience de 2002 ayant,

pour rappel débouché sur un violent mouvement de fronde, Ouyahia n'a pas manqué de faire cette allusion lors de l'ouverture des travaux, jeudi matin. "Ma seule peur pour le RND, c'est du RND lui-même ! L'ambition individuelle reste certes légitime, mais il ne faudrait en aucun cas qu'elle s'exprime aux dépens du parti. Cela serait de l'égoïsme, à terme ravageur pour le parti". Limogé fin mai 2006 de la tête du gouvernement, l'homme a pu tenir le coup et a déjoué un premier assaut de ses opposants à l'intérieur du parti. Un parti qui se doit de garder impérativement et quel qu'en soit le prix. Bouteflika étant désormais hors course, sa succession est engagée même si personne



"n'ose" encore l'assumer publiquement. Ainsi, et à titre illustratif, le discours d'ouverture de jeudi dernier était dominé par... la politique étrangère ! Autant dire un discours d'un présidentiable. La même insistance a paru également lors de la conférence de presse d'hier vendredi, d'ailleurs. Et, accessoirement, une attaque en règle contre le concurrent immédiat, le FLN de Abdelaziz Belkhadem.

Faisant allusion au discours de son successeur à la tête du gouvernement qui, faut-il le rappeler, insistait tant sur "le pouvoir d'achat", Ouyahia n'hésite nullement à dénoncer "une certaine politique populiste" en la matière. Il s'écriera même lors de sa conférence de presse. "Mais qu'est-ce que ce discours qui ne parle que d'aisance financière ? !

C'est peut-être de la folie furieuse de ma part en termes de politique politique, mais je le dis et le répète : ce pays revient du précipice et non pas du bord du précipice. (...) Rappelez-vous, en 1985-1986 lorsque le monde entier se plaignait de la crise économique. Eh bien l'ancien Premier ministre de l'époque maintenant, lui, que l'Algérie a, elle, trouvée la formule magique pour l'éviter". Résultat de cette politique désastreuse, conclura l'orateur "c'était l'explosion d'octobre 1988"...

K. A.

LOUISA HANOUNE A LA CHAINE II

Les élections attirent les convoitises

Les tentatives de corruption ont de multiples visages, en cette période pré-électorale. Les partis politiques en course pour les prochaines législatives font l'objet ces derniers jours de convoitises de la part des hommes d'affaires, des personnalités politiques et simplement des personnes ambitieuses à voir leur nom figurer sur les listes électorales. Invitée, jeudi, du forum hebdomadaire de la radio Chaîne II, Mme Louisa Hanoune, secrétaire générale du Parti des travailleurs (PT) a dénoncé ces agissements. "Rien que ce matin, une personne m'a proposé un milliard de centimes, pour intégrer son nom en tête de liste dans une wilaya. C'est devenu un harcèlement quotidien, le téléphone n'arrête pas de sonner et les propositions affluent dans tous nos bureaux", a souligné Mme Hanoune, qui qualifie de scandaleux de tels comportements. "Le contexte de l'achat de voix continue à gangrener le champ politique. L'Assemblée populaire nationale est devenue synonyme de fortune et d'enrichissement. Tous se battent pour un siège", a-t-elle encore souligné, en appelant les partis politiques respectables et qui ont le sens de la responsabilité, à barrer le chemin à la fraude et à la corruption. Elle propose même aux partis de mettre en place, tous ensemble, une charte d'éthique et de déontologie pour défendre les intérêts de chaque parti qui, en réalité, ne doit présenter dans ses listes que ses cadres militants.



D'ailleurs, en perspective des prochaines législatives, le PT a pris un ensemble de critères de sélection des candidats aux élections. Selon Louisa Hanoune, la direction du parti a décidé, désormais, de mettre le candidat devant ses engagements. Seuls ceux qui ont fait preuve de fidélité, d'assiduité et d'un militantisme exemplaire auront le droit de se présenter sur les listes. Tirant les leçons du passé, le PT ne compte plus perdre ses sièges au sein de l'APN. C'est pourquoi, un engagement écrit devant un notaire est exigé des futurs candidats aux législatives. Ceux-là devraient, en effet, rendre leur mandat au parti, dans le cas où ils décident, une fois élus, de démissionner. Une disposition jamais enregistrée, jusque-là, dans les annales des élections législatives et locales, et ne figurant pas, non plus, dans la loi électorale. "C'est une manière de lutter contre la décomposition des partis. L'APN est censée représen-

ter des formations politiques et non pas des individus. Je trouve affolant le fait que des personnes siègent dans l'Assemblée, en précisant leur "non appartenance", à un parti", s'explique-t-elle. En fait, il est important de rappeler que le PT a vu, durant cette période, le départ de plusieurs de ses cadres députés, sans pouvoir récupérer au profit du parti leurs sièges à l'Assemblée. "Il est de la responsabilité de chaque parti de réfléchir à cette question, car c'est le pluralisme politique qui est en danger", dit-elle.

Je prends acte des déclarations de Zerhouni

Evoquant le climat politique qui règne, à l'approche des élections, Louisa Hanoune se force de croire à la transparence des élections législatives. Elle prend, par ailleurs, l'opinion publique à témoin, concernant les dernières déclarations du ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, M. Noureddine Yazid Zerhouni, qui avait déclaré que "les prochaines législatives auront lieu dans la transparence". "La paix est la première condition pour des élections transparentes. Je ne crois pas qu'on peut concevoir des élections transparentes, alors que le pays vient juste de sortir d'une décennie sanglante et d'autant plus que le contexte social demeure encore désastreux", affirme la secrétaire générale du PT, en espérant avoir plus d'assurance. "J'exprime des appréhensions. Il est certain

que la situation s'est améliorée, mais on n'est pas totalement sorti de crise. Notre vœu est que ces élections auront lieu sans violence et loin de toutes les provocations", a réitéré l'invitée de la radio. Elle appelle, une fois de plus, les partis politiques à renforcer les dispositifs de contrôle et d'observation lors du scrutin, afin de minimiser la fraude. Elle reste persuadée également, que l'administration a un rôle important à jouer. "Il faut une décision politique pour que l'administration soit neutre. Des décisions fermes doivent être données par le gouvernement pour prétendre à une progression dans les élections et à une égalité des chances", fait-elle signaler.

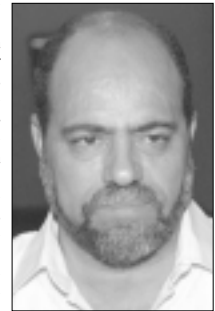
El Islah n'est pas le seul à ne pas tenir son congrès

Interrogée sur l'interdiction de participation aux élections législatives formulée par le ministre de l'Intérieur et des Collectivités locales, à l'encontre d'El Islah, Louisa Hanoune a déclaré "que ce parti n'est pas le seul à ne pas avoir tenu son congrès". M. Zerhouni, devrait selon elle, donner plus de précisions sur cette affaire, afin de mieux l'analyser. "S'il y a une décision qui interdit aux partis de participer, s'ils n'ont pas tenu leur congrès, elle doit être connue de tous et une note doit l'expliquer", insiste-t-elle, craignant la sanction qui pourrait bien viser ce parti, d'autant plus que le problème n'a pas été soulevé lors des derniers sénatoriaux.

Rosa Mansouri

ABOUDJERRA SOLTANI
A CONSTANTINE

"La politisation de l'université n'est pas un tort"



"Le rêve d'un Etat islamique n'est plus à l'ordre du jour. Peu importe la moralité des candidats car le choix de ces derniers dépendra de leur expérience pratique et l'efficacité de l'action sur le terrain. La philosophie de la feuille de route de notre parti consiste en la participation dans les institutions de l'Etat, le gouvernement, le Parlement, l'APW, l'APC, les syndicats, les unions estudiantines et également dans ce qu'ils nomment la famille révolutionnaire, laquelle n'est pas l'apanage d'une telle ou telle formation." C'est ainsi qu'a résumé, hier, le ministre sans portefeuille et chef de file du Mouvement de la société pour la paix (MSP), Soltani Aboudjerra la politique de son parti en perspective des échéances électorales du 17 mai prochain, lors de la tenue de la conférence régionale des conseils consultatifs des wilayas de l'est à Constantine.

Aboudjerra, qui a avoué ne pas avoir un "programme ficelé" à présenter au peuple algérien pour pouvoir sortir du marasme, mais "des généralités", a justifié cet état de fait par le rapprochement des propositions de la plupart des partis politiques et notamment le courant "islamonomiste" duquel il se revendique. Selon le leader du MSP, le procès de la banque El-Khalifa autant que les attentats de Tizi-Ouzou et Boumerdès ne devraient pas détourner les Algériens de l'essentiel de la vie politique du pays, à savoir les élections législatives prochaines et les manœuvres de coulisse. Selon lui, le dossier de la situation sécuritaire est clos et l'Algérie en a fini avec le terrorisme en vertu des dispositions de la charte pour la paix et la réconciliation nationale. Par conséquent, développer un discours électoral qui se base sur cette question ne permet pas la récolte d'un maximum de voix. Il décèle, par contre, dans la lutte contre la corruption, un thème approprié pour conduire le discours de campagne de son parti. Et de ce fait, il exhortera ses partisans à faire de cette question "prioritaire dans toute action politique", leur cheval de bataille lors des élections du 17 mai.

Le ministre sans portefeuille qui a reconnu, par ailleurs, que le peuple algérien d'aujourd'hui est magistralement plus "mûr" que ses dirigeants et que l'opinion publique est "en mesure de faire la différence entre ce qui est sérieux et ce qui est burlesque", louera les choix pacifiques de sa formation. "Nous sommes pour la paix, contre l'accès au pouvoir par la force et contre ceux qui usent de la force pour se pérenniser au pouvoir. Cette vision exige la neutralité de quatre institutions, l'administration, la mosquée, l'école et la caserne, en l'occurrence. Il faut se démarquer des histoires de parachutage au sommet du pouvoir et le parrainage des partis de sauterelles. Le peuple devrait être le seul arbitre dans les joutes électorales par la voie des urnes et en toute transparence", dira-t-il. Il ne manquera pas toutefois de faire un clin d'œil à l'organisation estudiantine satellite de sa formation en considérant que la politisation de l'université n'est pas tout à fait un tort. Pour Aboudjerra, 5 partis politiques seulement ont une assise réelle tandis que les autres formations "somolent" encore. Il leur a reproché de louer, à chaque échéance électorale, leurs agréments, "ils se sont réduits à des mères porteuses".

En s'autoproclamant défenseur des libertés démocratiques, le patron du MSP a plaidé pour la libération de l'initiative politique dans le cadre des lois de la République. Et d'inviter les militants de son parti à faire du porte-à-porte en évitant le discours démagogique et essayant d'apporter des réponses aux aspirations du peuple qui sont l'augmentation des salaires, l'atténuation des crises du chômage et du logement. Le MSP n'est pas comptable de la gestion des affaires du pays, selon son leader, du moment que sa formation "ne représente rien en termes de contrôle des institutions de la République. Nous sommes représentés seulement par 5 ministres, 10 sénateurs, 38 députés et contrôlons la gestion de 32 communes à travers le territoire national. De ce fait, les Algériens ne peuvent nous demander des comptes car ils n'ont pas voté à notre profit".

Lyas Hallas